



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/Sub.2/2004/39
26 juillet 2004

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-sixième session
Point 6 c) de l'ordre du jour provisoire

**QUESTIONS SPÉCIFIQUES SE RAPPORTANT AUX
DROITS DE L'HOMME:**

**NOUVELLES PRIORITÉS, EN PARTICULIER LE TERRORISME
ET LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME**

Note du secrétariat

1. En application de la résolution 2002/24 de la Sous-Commission, la Rapporteuse spéciale sur le terrorisme et les droits de l'homme, M^{me} Kalliopi Koufa, a présenté à la Sous-Commission, à sa cinquante-cinquième session en 2003, un nouveau rapport intérimaire assorti de deux additifs sur les questions relevant de son mandat. En raison de leur soumission tardive et de leur longueur (plus de 80 pages), laquelle dépassait nettement la limite maximale fixée par l'Assemblée générale, ces documents n'ont pu être publiés que comme documents de travail à distribution restreinte et uniquement dans la langue (anglais) dans laquelle ils ont été soumis (E/CN.4/Sub.2/2003/WP.1, Add. 1 et 2).
2. Dans sa résolution 2003/6, la Sous-Commission a demandé que le nouveau rapport intérimaire soit traduit dans les langues officielles et publié en tant que document officiel. Dans sa résolution 2004/44, la Commission des droits de l'homme a également demandé au Haut-Commissariat de distribuer, dans toutes les langues officielles, les rapports de la Rapporteuse spéciale sur le terrorisme et les droits de l'homme, de la Sous-Commission.
3. Le rapport final présenté par la Rapporteuse spéciale en mai 2004 pour distribution lors de la cinquante-sixième session de la Sous-Commission excédait lui aussi la limite maximale de 20 pages (10 700 mots) fixée pour ce genre de document. Conformément à l'usage, le Haut-Commissaire aux droits de l'homme par intérim a, par un mémorandum daté

du 24 mai 2004, demandé au Département des affaires de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences une dérogation afin de faire traduire aussi bien le rapport intérimaire présenté par la Rapporteuse spéciale en 2003 que le rapport final qu'elle a soumis cette année.

4. Dans sa réponse datée du 8 juin 2004, la Sous-Secrétaire général à l'Assemblée générale et à la gestion des conférences a rejeté la demande de dérogation pour le rapport intérimaire déjà examiné par la Sous-Commission, mais a jugé fondée la demande de dérogation pour le rapport final.

5. Par conséquent, le rapport final de la Rapporteuse spéciale sur le terrorisme et les droits de l'homme, M^{me} Koufa, sera publié dans son intégralité et dans toutes les langues officielles sous la cote E/CN.4/Sub.2/2004/40.
